

CONFERENCE

Egalité et diversité dans le sport francophone : une réalité ?

25 juillet 2024
Bureau du Conseil de l'Europe, 55 avenue Kleber, Paris

Les acteurs du sport se mobilisent !

Les comportements violents et abusifs, sous toutes leurs formes, sont le symptôme de tensions sociales profondément enracinées dans la culture, l'économie, la politique et le sport, qui est aussi malheureusement l'espace où ces tensions trouvent souvent leur expression. Le sport peut en effet être un environnement dans lequel ces tensions sont amplifiées, mais il peut avant tout également offrir un environnement unique de promotion des moyens de les prévenir et d'y répondre. Le sport permet de contribuer à la construction d'un monde plus pacifique et solidaire, d'une société plus résiliente et inclusive. Malgré le fort potentiel du sport en tant qu'outil de socialisation et de construction d'une communauté, les comportements discriminatoires sont encore très répandus dans le sport, notamment lorsqu'il s'agit de phénomènes de racisme et de discrimination, d'origine ethnique, de genre et d'orientation sexuelle. En termes de gouvernance, le sport reste, malgré des efforts récents, un espace dominé par le genre masculin. Le racisme dans le sport est un problème global qui touche les athlètes, les supporters et qui ternit la réputation des ligues sportives. Pour obtenir des résultats, une action basée sur des mesures simultanées en matière de prévention, et le cas échéant de sanctions administratives et pénales ainsi que d'appui psychologique des victimes et de réhabilitation des auteurs doit être menée.

La discrimination et le racisme sont une réalité dans le sport francophone qui peut prendre différentes formes et cibler divers groupes, tels que les athlètes, les entraîneurs, les officiels et les supporters et survenir dans le contexte sportif en raison des préjugés, des stéréotypes, des tensions historiques. Des mesures sont prises, des solutions éducatives, dans de nombreux pays sont tentées.

Quelles sont les différentes formes de discriminations ?

Discrimination raciale: Les athlètes peuvent être discriminés en raison de leur race ou de leur origine ethnique. Cela peut se manifester par des commentaires racistes, des comportements hostiles ou des chances inégales en matière de sélection d'équipe, de promotion ou de soutien financier. Lors de compétitions internationales ou de rencontres entre équipes de différents pays, il arrive que des incidents - tels que des invectives racistes de supporters ou des comportements discriminatoires envers les athlètes étrangers – se produisent.

Dans certains cas, il existe des politiques discriminatoires au sein des organisations sportives, limitant les opportunités des athlètes en fonction de leur race ou de leur origine ethnique. Les commentaires racistes ou les préjugés peuvent parfois se manifester dans la manière dont les événements sportifs sont couverts par les médias, influençant ainsi la perception du public à l'égard des athlètes en fonction de leur race ou de leur origine.

La lutte contre le racisme nécessite un engagement collectif pour promouvoir l'éducation, la sensibilisation et l'inclusion. Les programmes de sensibilisation, les politiques anti-discrimination et les sanctions contre les comportements racistes sont essentiels pour créer un environnement sportif respectueux et équitable pour tous les participants, quelles que soient leur race, leur origine ethnique ou leur nationalité.



Discrimination de genre : Les femmes et les filles peuvent être confrontées à la discrimination dans de nombreux sports, notamment en ce qui concerne l'accès aux installations sportives, aux ressources et aux opportunités de compétition. Les stéréotypes de genre peuvent également limiter les perspectives de carrière des femmes dans le sport en tant qu'entraîneurs féminins, administratrices ou dirigeantes.

Discrimination socio-économique : Les athlètes issus de milieux défavorisés peuvent être désavantagés en raison de leur statut socio-économique et voir ainsi leur accès limité aux installations sportives, à un entraînement de qualité, aux équipements appropriés ou aux opportunités de compétition.

Discrimination basée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre : Les personnes LGBTQ+ peuvent faire face à la discrimination et à l'exclusion en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre ce qui peut créer un environnement hostile qui entrave leur participation et leur bien-être dans le sport.

Malgré une prise de conscience accrue de la gravité du problème, les pouvoirs publics et les organisations sportives sont confrontés à des défis importants lorsqu'ils tentent d'agir contre ce phénomène. Certains pays ont déjà pris des mesures, même partielles, d'autres pas encore. Pour être efficaces, des mesures doivent être prises, tant dans le domaine réglementaire, éducatif ou encore prises en compte dans les formations des cadres sportifs. Des protocoles d'actions doivent être prévus par les fédérations et leurs clubs.

La lutte contre la discrimination nécessite un engagement ferme des gouvernements, des organisations sportives, des clubs, des éducateurs et de la société dans son ensemble. Des politiques anti-discrimination, des programmes de sensibilisation, des formations sur la diversité et l'inclusion, ainsi que des mesures pour garantir l'égalité des chances et la représentation équitable sont essentiels pour créer un environnement sportif plus juste et plus inclusif.

Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne ont exploré des approches innovantes pour lutter contre les discours de haine dans le sport au cours d'un projet conjoint. Avec ce projet, un soutien technique a pu être apporté aux autorités publiques en Allemagne, Espagne, France, Grèce, Italie et Monténégro, ainsi qu'aux principaux acteurs du sport pour développer des stratégies cohérentes pour assurer le respect des droits humains.

La campagne « Sport = Respect » a été conçue pour assurer la visibilité de ces efforts et aider à développer les compétences dans les pays participant au projet avec des formations et outils pratiques à destination des acteurs du sport : athlètes (avec un accent particulier sur les jeunes), entraîneurs, arbitres, directeurs sportifs, Le projet a également pris en considération le public du sport : fans, spectateurs, enseignants et parents, médias, entreprises.

Certains états, fédérations, ou clubs sportifs ont mis en place des actions innovantes pour faire face aux enjeux.

Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne mènent également de front un projet conjoint qui vise à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport. « Toutes et Tous Ensemble » s'appuie sur trois piliers: - collecte de données; - bibliothèque en ligne de bonnes pratiques et sensibilisation des médias.

Ces deux thématiques font l'objet de cet événement co-organisé par le Conseil de l'Europe, et la Délégation Ministérielle à la Francophonie sportive auprès du ministère des sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques français.

La Délégation Ministérielle à la Francophonie auprès du Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

a pour mission de développer la francophonie sportive et de valoriser la langue française pour le sport. Pour y parvenir, elle travaille en étroite collaboration avec le Ministère de la Culture et la Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France (DGLFLF). Depuis sa création, des outils de développement de la langue française pour le sport ont été créés et diffusés sur les réseaux sociaux, ainsi qu'aux journalistes (réseau de l'Union Internationale des Journalistes francophones) et aux fédérations sportives afin de valoriser la langue française dans le sport. Aussi, quatre groupes thématiques de travail ont été installés œuvrent sur des livrables qui sont opérationnels depuis le mois de mars 2024

L'Académie Nationale Olympique Française (ANOF) est composée de personnes physiques engagées sur les questions liées aux sports, à l'Olympisme et au Paralympisme. La mission de l'ANOF consiste à promouvoir les valeurs de l'Olympisme et du Paralympisme. En s'appuyant sur son réseau d'expert-e-s, notamment d'enseignant-e-s ou de chercheuses et de chercheurs sur les questions olympiques et paralympiques, l'ANOF se positionne comme un acteur majeur dans la construction de l'héritage des JOP 2024, notamment en matière d'éducation, de culture et de recherches olympiques et paralympiques.

PROGRAMME

14h00

Ouverture

Modérateur :

Bruno Lalande, animateur du groupe thématique « Entreprise du Sport et Francophonie : Réseau, Influence et Langue Française »

Intervenants :

Sophie Kwasny - Cheffe de la division sport et Secrétaire exécutive de l'APES, Conseil de l'Europe

Hervé Barraquand - Directeur de cabinet de la Secrétaire générale de la francophonie

Daniel Zielinski - Délégué ministériel à la francophonie au ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques - Président d'honneur de la conférence des OINGs du Conseil de l'Europe

Lidi Bessi Kama - Ministre des sports et des loisirs, gouvernement Togolais

14h15 - 15h15

La lutte contre le racisme dans le sport : Expériences et outils mis en œuvre dans des clubs et fédérations francophones

Modératrice :

Cassandra Mactavish - Chargée de projet senior, APES, Conseil de l'Europe

Intervenants :

Louissette-René Thobi - Secrétaire générale de la CONFEJES

Christian Dullin - CNOSF, Vice-Président Rugby Europe

Arnaud Richard - Président de l'académie olympique nationale française

Pauline Johanet - Responsable des relations internationales, Peace & Sport

Arthur Garrido - Vice-Président du comité sport et droits humains de la Conférence des OINGs, Vice-Président d'ANESTAPS

Séance de questions et réponses

15h15 – 16h15

Egalité Femme/Homme dans le sport : participation aux compétitions, rémunération et frein à la pratique féminine du sport

Modératrice :

Francine Hetherington Raveney - Secrétaire exécutive adjointe APES, Conseil de l'Europe

Intervenants :

Elisabeth Moreno - Dirigeante d'entreprise et ancienne ministre déléguée à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la Diversité et à l'Égalité des chances

Gabriela Ramos - Sous-Directrice générale pour les sciences sociales et humaines de l'UNESCO

Charlotte Girard-Fabre - Présidente du Comité consultatif de l'APES

Ali Kanaté - Président de l'alliance francophone de tennis de table

Paoline Ekambi - Présidente Co-fondatrice Sportail Community et Ex-Capitaine de l'équipe de France de Basketball

Safia Ibrahim-Netter - AFD (Agence française de développement) expérience en République Démocratique du Congo

Séance de questions et réponses

16h15

Conclusions

Daniel Zielinski - Délégué ministériel à la francophonie sportive

Sophie Kwasny - Cheffe de la division sport et Secrétaire exécutive de l'APES, Conseil de l'Europe

16h30

Moment convivial